

Chapitre 8 : la conflictualité sociale, pathologie , facteur de cohésion ou moteur du changement social ?

Indications complémentaires : On montrera que les conflits peuvent être appréhendés à partir de grilles de lecture contrastées : comme pathologie de l'intégration ou comme facteur de cohésion ; comme moteur du changement social ou comme résistance au changement. En s'appuyant sur quelques exemples, on s'interrogera sur la pertinence respective de ces différents cadres d'analyse en fonction de la nature des conflits et des contextes historiques.

Acquis de première : groupes d'intérêt, conflit

Notions : Conflits sociaux, mouvements sociaux, régulation des conflits, syndicats

I° La conflictualité sociale de quoi parle-t-on ?

Les conflits sociaux sont des situations où des individus affrontent collectivement les institutions ou les groupes qu'ils tiennent pour responsable d'un tort. Ils sont divers : diversité des groupes mobilisés, des enjeux, des techniques de protestation et des formes d'organisation (doc. 1).

Les conflits sociaux, en France, ont connu quatre grandes mutations de long terme : **une pacification relative (doc. 2) ; une légitimation progressive (doc. 2 et Repère) ; une institutionnalisation partielle (doc. 4) ; et une transformation des formes d'action, liée à l'urbanisation et au rôle croissant de l'Etat, de communales et patronnées, elles sont devenues nationales et autonomes (doc.3).**

A° de l'action collective ...

Les conflits du travail portent principalement sur le partage de la valeur ajoutée entre salaires et profits, sur l'amélioration des conditions de travail et sur la conquête de droits collectifs. Ces conflits prennent parfois la forme d'une action collective, c'est-à-dire d'une action commune des membres d'un groupe social visant à atteindre des objectifs communs et à modifier l'ordre social. L'action collective suppose donc que le conflit s'étend à toute la société et prenne une dimension politique. En France, on peut citer les mouvements de 1906, 1919, 1936, 1968 et 1995 (limité au secteur public). En 1906, 474 000 grévistes participèrent à 1 354 conflits pour exprimer leur revendication de la journée de 8 heures. En 1919, 1 319 000 salariés protestèrent en 2 047 arrêts de travail contre la dégradation de leurs conditions de vie du fait de la guerre. En 1936, 2 423 000 salariés grévistes manifestèrent en 16 907 actions leur mécontentement de subir la crise. En 1968, on estime le nombre de grévistes à 10 millions (150 millions de jours perdus pour fait de grève). La plupart des usines sont occupées et l'économie est paralysée pendant le mois de mai.

Pour qu'une action collective ait lieu, il faut qu'un certain nombre de conditions soient réunies :

- **Un sentiment d'injustice partagé par le plus grand nombre. L'existence d'inégalités** de revenus injustifiables, le sentiment que les efforts du collectif de travail n'ont pas été pris en compte, des sanctions prises à l'encontre des salariés

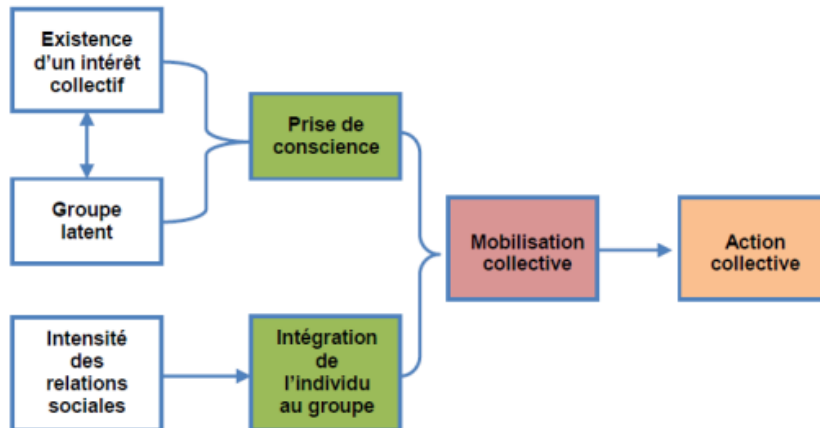
ou l'annonce de suppression d'emplois alors que l'entreprise fait des bénéfices, peuvent être un élément déclencheur du conflit.

- **Une forte intégration des individus qui se traduit par le sentiment d'appartenir au Situation commune d'exploitation**

-**Un adversaire clairement identifiable.** L'injustice doit être attribuée à une entité sociale bien précise (l'Etat, le patronat) contre laquelle on entrera en lutte.

- **Une claire conscience des intérêts à défendre.** La plateforme de revendications doit être clairement définie afin qu'elle rallie le plus grand nombre dans la lutte. 2

- **Une mobilisation collective c'est-à-dire la coordination des activités des membres du groupe dans le but de faire prévaloir ses revendications.**



Le conflit est donc doublement intégrateur. D'une part, il permet aux individus qui font partie d'un groupe social (groupe d'appartenance) ou à ceux qui pensent y appartenir (groupe de référence) d'entretenir des relations entre eux. D'autre part, il permet de définir et de renforcer, dans l'interaction, l'identité des groupes en conflit c'est-à-dire les façons dont les individus ou les groupes se définissent par eux-mêmes et sont définis par les autres. De façon générale, l'identité collective « se pose en s'opposant » (Bourdieu). Ainsi, le conflit de 1936 a permis à la classe ouvrière d'affirmer son identité et de trouver sa place dans la société française. Ils sont arrivés à montrer le pouvoir de leur force collective et à remettre en cause le pouvoir absolu du patron. Les ouvriers ont su construire une image positive de leur rôle dans l'économie et de leur savoir faire et le conflit leur a permis d'affirmer et de retrouver cette "dignité".

B° ...au mouvement social

1° Deux notions à distinguer action collective et mouvement social DOC1

Q1) Donnez un exemple et un contre exemple de l'action collective et les attributs du concept

Exemple : grève, contre exemple : don du sang

Agir ensemble : partir en vacances, pratiquer un sport en équipe

Ou collectivement n'est pas forcément une action collective.

-Agir ensemble

-chercher à agir sur l'ordre social modifier l'ordre social

-promouvoir des revendications dont le mouvement est porteur³

2° Une action collective particulière : le mouvement social DOC 2

Q1) Quel rapport l'auteur fait-il entre l'action collective et le mouvement social ?

Le mouvement social est une action collective particulière en ce sens qu'il prônera une cause et non pas de strictes intérêts matériels.

Selon Eric Neveu, l'action collective se borne aux intérêts économiques, c'est-à-dire à la défense des valeurs matérialistes, en revanche tout ce qui concerne les revendications post-matérialistes sera considéré comme mouvement social.

Q2° Qu'est-ce qui distingue l'action collective du mouvement social ?

Cet agir ensemble intentionnel peut défendre des intérêts matériels ou une cause.

Lorsqu'il s'agit de défendre une cause, on parle alors de mouvement social... Le mouvement social est un type d'action collective spécifique...

3° La notion de mouvement social : A Touraine DOC 3

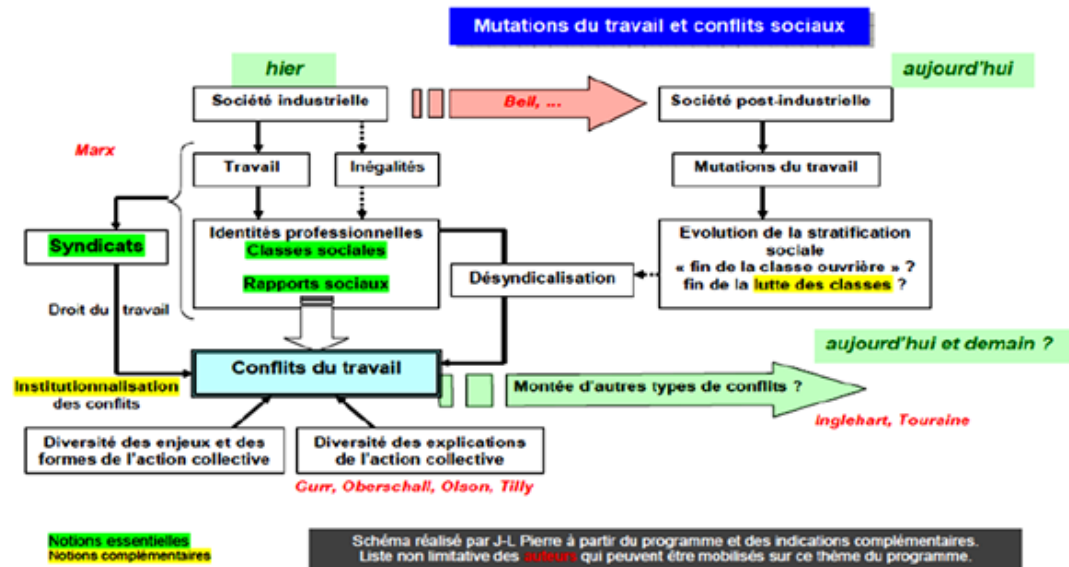
Q1) Retrouvez les trois principes énoncés par Touraine.

Les conflits de la société post-industrielle ne sont pas ceux de la société industrielle : ils ne sont pas de nature matérielle mais de nature culturelle. Alain Touraine (1925...), sociologue français, auteur de *La conscience ouvrière* (1966) et *La société postindustrielle* (1969), considère que les conflits sont plus de nature culturelle que de nature matérielle. Ils portent sur des valeurs et fait intervenir de nouveaux acteurs. Il existe, pour Touraine, dans chaque société, un mouvement social et un seul qui incarne non une simple mobilisation mais un projet de changement social. Pour parvenir à ce statut de changement social, une mobilisation doit remplir trois conditions.

Un principe d'identité (I) c'est à dire « qui lutte ? » : l'identité correspond aux façons dont les groupes se définissent eux-mêmes et sont définis par autrui. Les identités collectives peuvent se définir sur la base de la profession, du milieu social, de l'âge et du sexe, des appartenances religieuses et « ethniques » etc.Elle suppose que dans la lutte les acteurs prennent conscience d'eux-mêmes et partagent les mêmes valeurs (l'égalité pour les femmes, le droit à l'éducation pour les étudiants,...).

Un principe d'opposition (O) c'est à dire « qui est l'adversaire ? » : un mouvement ne s'organise que s'il peut nommer son adversaire qui défend d'autres valeurs. Le conflit fait surgir l'adversaire, forme la conscience des acteurs en présence (les écologistes au nom de la défense de l'environnement contre les industriels qui mettent en avant la défense de la croissance et de l'emploi).

Un principe de totalité (T), c'est à dire « pourquoi lutter ? » : le mouvement social se bat pour le « contrôle de l'historicité » c'est-à-dire pour changer la société 4 dans sa totalité et dans un sens qui lui convient. Tous les conflits ne sont donc pas des mouvements sociaux (le conflit des médecins, par exemple)



II° le conflit est-il un moment de rupture du lien social ?

Cette deuxième partie traite la problématique suivante : « On montrera que les conflits peuvent être appréhendés comme pathologie de l'intégration ou comme facteur de cohésion. » La première sous-partie est construite comme une discussion scientifique, sur la base de la remise en cause du modèle traditionnel qui a renouvelé et fondé la sociologie des mobilisations dans les années 1960, dans le sillage d'auteurs comme Olson, Tilly et Oberschall : exposition de la thèse traditionnelle (les conflits sociaux résultent d'une situation d'anomie, doc. 1), réfutation (ce sont au contraire les individus les plus intégrés qui se mobilisent le plus, doc. 2), explication (se mobiliser suppose des ressources inégalement distribuées, doc. 3), renversement (s'il y a un lien entre déficit d'intégration et mobilisation, ce n'est pas celui qui est établi par la théorie traditionnelle).

A. Le conflit social vu comme le résultat d'un défaut d'intégration et d'une L'analyse de l'anomie de Durkheim

Durkheim constate, à la fin du XIX^e, un développement de tendances anomiques. Toute la difficulté est que dans l'œuvre durkheimienne, on constate 2 définitions différentes de l'anomie :

- **la première se trouve dans son livre « La division du travail social »** : l'anomie y caractérise une situation où : « la division du travail ne produit pas la solidarité car les relations des organes ne sont pas réglementées, c'est-à-dire que les organes entre lesquels le travail est divisé ne sont pas suffisamment en contact ou bien que ce contact n'est pas suffisamment prolongé pour produire les relations nécessaires au bon fonctionnement des sociétés différenciées » (Durkheim).

On se rend compte ici que Durkheim s'interroge sur les effets pervers engendrés par la division du travail, en particulier sur la montée de l'individualisme.

- **la seconde, dans son livre « Le suicide »**, l'anomie renvoie toujours aux défauts de règle sociale mais l'accent est désormais placé sur le fait que les passions issues du processus d'individuation ne sont plus contenues par les règles morales et que

les individus en pâtissent. L'individu souffre alors du mal de l'infini que l'anomie apporte partout avec elle. En effet, Durkheim constate que les passions individuelles sont illimitées, qu'elles ne connaissent pas de bornes. L'individu risque donc d'émettre des désirs irréalisables, qu'il ne pourra satisfaire. Ceci engendrera un sentiment d'insatisfaction, une déception que Durkheim compare à un abîme sans fond que rien ne saurait combler. Ce sentiment est le signe de l'affaiblissement des capacités de régulation de la société qui se produit à des époques où le système moral en vigueur depuis des siècles est ébranlé, ne répond plus aux conditions nouvelles de l'existence humaine, sans qu'un nouveau système se soit encore formé pour remplacer celui qui est condamné. C'est ce qui caractérise l'époque à laquelle vit Durkheim et en particulier la sphère dans laquelle se développe la division du travail. Durkheim écrit ainsi : « il y a une sphère de la vie sociale où l'anomie est actuellement à l'état chronique, c'est le monde du commerce et de l'industrie »

L'augmentation des suicides est d'autant plus importante à la fin du XIX^e siècle que la division du travail développe des tendances individualistes, favorisant ainsi le suicide égoïste : l'homme est d'autant plus exposé à se tuer qu'il est plus détaché de toute collectivité, qu'il vit davantage en égoïste. L'homme tient d'autant moins à lui qu'il ne tient qu'à lui. Inversement, selon Durkheim, l'homme se tue d'autant moins qu'il a plus à penser à autre chose qu'à lui-même, c'est-à-dire aux autres. Durkheim peut donc établir une relation entre le taux de suicide et le repli sur soi de l'individu c'est-à-dire le défaut d'intégration sociale.

– Le conflit une forme pathologique de l'intégration sociale

Durkheim, contrairement à Marx, ne considère pas que le développement et la multiplication des situations conflictuelles, débouchant sur une révolution économique soit souhaitable.

o **Durkheim contrairement aux théoriciens du consensus ne considère pas que le conflit soit la preuve d'une pathologie sociale. Bien au contraire selon lui, le conflit est, comme le crime, un phénomène normal dans la société.**

o Mais la multiplication des conflits traduit l'apparition d'une situation d'anomie conjoncturelle, c'est à

dire d'une remise en cause provisoire des règles et des valeurs fondant et structurant une société qui évolue. Il lui paraît donc illusoire d'espérer une disparition du conflit et l'avènement d'une société consensuelle. En particulier, il ne croit pas que la croissance et le développement économique se produisant dans une économie de marché assureront la suppression du conflit.

1. Le passage des sociétés à solidarité mécanique à des sociétés à solidarité organique

C'est en particulier la situation qu'il observe en France à la fin du 19^e siècle où, l'industrialisation déstabilise l'ancienne société et laisse les individus déboussolés.

Durkheim, comme de nombreux sociologues de son temps, va être frappé par la disparition de l'ordre social traditionnel qui s'opère sous ses yeux et va se demander par quoi le remplacer. Il va pour cela s'appuyer sur une analyse développée par F Tonnies qui oppose deux types de solidarité qui se succèdent : la communauté ou *gemeinschaft* et la société ou *gesellschaft*.

Pour l'analyse de Tonnies : Durkheim va reprendre et développer l'analyse de Tonnies, en insistant plus particulièrement sur les progrès de la division de travail qui témoigne du passage des sociétés à solidarité mécanique aux sociétés à

solidarité organique , dont on peut résumer les caractéristiques par le tableau suivant

2° les objections de l'empirisme à cette théorie :

Synthèse. Empiriquement, ce ne sont pas les groupes sociaux les moins intégrés qui se mobilisent le plus, au contraire : les enseignants se mobilisent plus fréquemment que les chômeurs (doc. 3) ou les prostituées (doc. 4) ; les salariées en CDI sont plus enclins à manifester que les salariées en contrat à durée limitée (doc. 2). Se mobiliser suppose en effet des ressources, matérielles et culturelles, dont les groupes sociaux sont inégalement dotés. Un groupe se mobilise lorsqu'il est parvenu à rassembler ces ressources. D'où le rôle crucial des organisations. C'est par exemple l'émergence des syndicats qui a permis aux ouvriers de se doter collectivement des ressources dont ils sont peu dotés individuellement.

B ° Les analyses du conflit comme facteur de cohésion sociale

1. Le fondateur Simmel

Simmel rejette la conception matérialiste de Marx : le conflit met en relation des acteurs sociaux (non des structures) qui s'opposent pour des raisons économiques, mais Simmel considère que les conflits ne peuvent être limités à cette seule dimension, ils concernent toutes les dimensions de la vie sociale (scientifique, culturelle, etc.).

Mais Simmel s'oppose aussi à l'école américaine qui considère le conflit comme pathologique. Simmel lui pose au contraire que le conflit permet de traiter les causes de dissociation (de perte du lien social) telles que la haine, l'envie. En effet, dans le conflit les individus s'opposent, mais ils recréent du lien social, même s'il est nécessaire que pour assurer l'unité de la société l'un des acteurs disparaisse. Simmel a donc une vision très positive du conflit, le conflit est vital pour assurer un bon fonctionnement de la société.

2. Les explications

Le conflit social crée un enjeu commun et des relations entre les membres

Weber considère que :

- o le conflit est caractéristique de toutes les sociétés car il naît de l'inévitable sélection sociale qui répartit inégalement les richesses, les honneurs, les droits dans la société : Weber ne présuppose donc pas une société consensuelle

- o Cette sélection sociale va être à l'origine d'une opposition entre les différents acteurs sociaux sur le fonctionnement de la société, sur les buts qu'elle recherche, sur la justesse et donc la légitimité des inégalités qui la caractérisent

- o Dans l'analyse du conflit opérée par Weber, les adversaires participent à la même société, mais chacun veut imposer sa vision du monde social parce que de son point de vue elle lui paraît plus juste.

Par opposition, il est possible de voir le conflit comme un facteur de cohésion : cela avait été souligné par Georg Simmel, et a été repris plus tard par Lewis Coser lorsque celui-ci cherche à identifier « les fonctions du conflit social ». L'idée est d'abord que le conflit n'est pas le contraire d'une relation sociale mais bien un type particulier de relation : être en conflit avec un individu ou un groupe, c'est en connaître et reconnaître l'existence plutôt que de l'ignorer. Ensuite, le conflit est vu comme une relation sociale positive, c'est-à-dire créatrice de liens et de solidarité : solidarité contre l'adversaire (Simmel prend l'exemple des « unions

sacrées » pendant les guerres) mais aussi, d'une certaine façon, solidarité avec lui puisque le conflit implique au moins un accord sur l'importance de l'enjeu. On peut ainsi souligner l'importance de désigner un adversaire pour mobiliser un groupe, mais aussi, la routinisation ou l'institutionnalisation de certains conflits – le plus classique étant celui entre travail et capital dans le cadre du « dialogue social ». C'est en ce sens que l'on peut parler de régulation des conflits, comme le fait, par exemple, Jean-Daniel Reynaud : ceux-ci obéissent à des règles mais contribuent en outre à en produire de nouvelles (ce que Simmel avait déjà avancé en faisant du conflit une « forme de socialisation » permettant la « résolution des contraires »)

III ° Le conflit au cœur du changement social

A° : Le conflit peut engendrer des transformations sociales.

A partir de la révolution industrielle, les conflits concernent essentiellement le travail devenu essentiel, dans des sociétés polarisées autour de l'économie. En effet, la révolution industrielle et l'instauration progressive du capitalisme comme système économique et social dominant au XIX siècle, vont bouleverser la structure sociale des pays concernés. La concentration de la production et la massification du salariat impliquent une urbanisation croissante, qui modifie les structures familiales, les liens sociaux. **Le travail devient une valeur centrale d'où la théorie de la valeur travail (Smith)**, reprise par **K Marx**, dont la doctrine sacralise **la lutte des classes** (opposition organisée et durable entre groupes sociaux constitués en classes, mobilisés pour conduire des conflits). **Le changement social génère de nouveaux conflits.**

Plus précisément, les **ouvriers**, apparus avec la révolution industrielle, dont les conditions de vie, de travail sont tellement dures qu'elles frapperont les esprits de l'époque comme Dickens, Zola, Hugo, , la sociologie naissante, d'abord dominés par un pouvoir patronal, sans limite dans un premier temps, vont s'organiser et donner naissance à un **mouvement ouvrier syndical, politique**, qui porte les valeurs de la classe ouvrière et mène des conflits. Les conflits concernent les salaires, les conditions de travail, les droits et libertés individuels et collectifs comme le droit de grève mais également l'organisation de la société, le régime politique, le système économique. En fin de compte, la lutte des classes qui oppose les capitalistes et les prolétaires, le travail et le capital se trouve au cœur d'une société industrielle très conflictuelle et induit des transformations sociales.

Les conflits du travail sont alors centraux et peuvent prendre différentes formes. Tout d'abord, si l'ancien système des corporations n'était nullement à l'abri des conflits du travail, c'est avec la révolution industrielle et le développement de la classe ouvrière que s'affirment les luttes sociales. Interruptions du travail (grèves, débrayages ponctuels) spontanées ou encadrées par des organisations, pétitions, lobbying, manifestations, séquestrations, émeutes, simple révolte comme **le luddisme** (action de bris de machines). C'est avec le conflit que se développe une **conscience commune**. Mais, qu'est-ce qu'une conscience commune et comment se développe-t-elle ?

Marx, qui définissait les classes sociales à partir de la place occupée par les individus dans le système de production et leur rapport à la propriété des moyens de production, considérait que les membres de la classe ouvrière avaient en commun d'être contraints de vendre leur force de travail. Ils constituent **une classe en soi**.

Quand il y a conscience commune, il y a **classe pour soi**. Cette conscience de classe des ouvriers de subir des rapports sociaux d'exploitation est au cœur de leur sentiment d'appartenance sociale, sentiment amené à se renforcer dans le cours même de la lutte des classes. Cependant, cette conscience est un processus lent et inégal. De là, la construction de l'identité ouvrière n'est pas immédiate et résulte donc d'un long processus au cours duquel le partage des valeurs, des conditions de vie et de travail, forge petit à petit le sentiment que ce qui rapproche est plus important que ce qui divise, que les intérêts de la classe transcendent les intérêts catégoriels et surtout divergent des intérêts des employeurs. Les organisations collectives minoritaires au départ, jouent un rôle non négligeable dans la construction de cette identité. C'est le cas des **organisations syndicales** (en France, la loi légalisant les syndicats est postérieure à celle du droit de grève). Les syndicats ont été interdits en vertu de la Loi Le Chapelier en 1791 jusqu'en 1884 et 1924 pour la fonction publique. Illégaux puis légaux, les syndicats organisent la mobilisation autour des revendications professionnelles et pour des changements sociaux. Le mouvement ouvrier a également une expression politique.

. Au demeurant, il, convient de nuancer l'analyse de Marx parce que tous les conflits n'aboutissent pas au changement social et ils ne sont pas forcément violents, radicaux. Ils peuvent donc concerner seulement certains aspects de la vie sociale comme le combat féministe, viser une modification des normes et valeurs, la reconnaissance de pratiques jusque-là considérées comme déviantes. Ils peuvent aussi inscrire à l'agenda politique certains débats jusque là occultés comme la question des effets de la mondialisation évoqués par la Confédération paysanne. Enfin, le changement social ne met pas un point final aux conflits : prenons l'exemple de la légalisation de l'avortement aux EU, où il y a eu une série de manifestations violentes entre partisans et adversaires

– Déclin de la classe ouvrière et des conflits de classes.

Ces dernières décennies, le poids spécifique de la classe ouvrière dans la vie sociale et politique, s'est amoindri, les conflits du travail ont diminué et ont tendu à se transformer et à s'institutionnaliser dans un contexte d'affaiblissement des syndicats. Le poids numérique, social, politique des ouvriers est en déclin, depuis la fin des années 70. Les ouvriers ne constituent plus le groupe socioprofessionnel le plus nombreux, depuis 1993. La forte salarisation et tertiarisation des emplois, la promotion numérique et sociale des professions intermédiaires, la désindustrialisation et la perte des bastions ouvriers, ont contribué à une marginalisation des ouvriers. Les transformations partielles du mode de vie, l'avènement d'une consommation et d'une production de masse, d'une culture de masse, l'affaiblissement des associations, organisations ont contribué à l'effacement d'une culture spécifique du monde ouvrier. Jusque là, la culture du monde ouvrier se caractérisait par une opposition avec le monde des autres, par la liberté accordée aux enfants, par un réalisme scolaire, une répartition traditionnelle des rôles dans le couple. Dans ce monde intégré, diverses instances de socialisation comme la Jeunesse communiste, la Jeunesse ouvrière chrétienne, les colonies de vacances, les loisirs des comités d'entreprise... encadraient la jeunesse dans les zones urbaines et contribuaient à la transmission des mêmes valeurs. Cette longue période semble aujourd'hui révolue. Par suite, un monde ouvrier disparaît avec ses traditions,

ses capacités d'intégration et de régulation. La destruction des quartiers ouvriers traditionnels et leur remplacement par l'univers des grands ensembles anonymes sont à l'origine du déclin de la sociabilité ouvrière. Car ces grands ensembles ne forment plus des unités ouvrières : Il y a là une classe populaire hétérogène plus qu'une classe ouvrière. La méfiance, l'isolement ont remplacé le contrôle social communautaire. Tant et si bien que la conscience de classe ouvrière se désagrège ; on fait alors moins état de la fierté et du sentiment d'appartenance d'autant moins que le chômage touche plus fortement les salariés d'exécution. Aussi, cette conscience de classe ouvrière est-elle remplacée par une conscience d'exclusion, de marginalité, de pauvreté parfois, par une frustration qui n'est plus portée par un projet global. On parle d'ailleurs parfois **d'effacement du rôle historique de la classe ouvrière**. Jusque là, le mouvement ouvrier avait assuré un triple rôle :

- Il a participé à la formation d'une communauté de vie. Il a mis en place des structures intégratrices comme les bourses du travail, les organisations syndicales, les associations, les partis politiques, qui ont fait émerger la prise de conscience de homogénéité du groupe et de leurs conditions de vie, bref l'existence d'une **classe en soi**.
- Acteur essentiel de l'Etat Providence, il a participé à la construction **des droits sociaux**. Il est devenu le porte-parole officiel des ouvriers. Il a par conséquent, été considéré comme un partenaire social par l'Etat Providence, qui intégra alors les revendications ouvrières, dans les négociations et conventions collectives, la construction de la protection sociale. Le mouvement ouvrier a donc participé **de l'institutionnalisation des conflits**. Les deux parties en conflit (capitalistes et travailleurs) reconnaissent la réalité de la situation de conflit et la légitimité de la cause adverse. La reconnaissance des syndicats, du droit de grève, la mise en place des procédures de négociation lors de conflits ouverts, la généralisation des conventions collectives, ont défini des règles du jeu acceptées par les deux parties en présence. La lutte des classes est désormais encadrée, canalisée donc moins virulente. Capital et travail passent des compromis. A cela se sont ajoutés des changements au sein de l'entreprise : délégués du personnel, comités d'entreprise.....(**Dahrendorf R**)
- Il a forgé une **conscience de classe** car il a créé un lien entre les travailleurs. Les membres de la classe ouvrière éprouvent le même sentiment d'appartenance, de communauté d'identité. De ce fait, le mouvement ouvrier a transformé les ouvriers en acteurs, a légitimé les revendications en s'armant d'un projet politique structuré. Il a transformé une classe en soi en **une classe pour soi**, dont les membres ne sont plus soumis mais acteurs de la lutte du conflit social.

- Le recul relatif des conflits traditionnels du travail et l'affaiblissement des syndicats.

Les conflits portant sur les conditions de travail et de rémunération ont vu leur nombre décroître depuis les années 70 alors que les mouvements féministes, écologistes se développent.

Tout le monde s'accorde pour estimer que le syndicalisme traverse depuis de longues années une passe difficile. Les signes sont nombreux : recul du nombre d'adhérents, du taux de participation aux élections professionnelles, du nombre de

jours de grève. Le taux de syndicalisation est inférieur à 8% en France. Les causes sont nombreuses et principalement de nature structurelle : la montée du chômage, des emplois précaires, le déclin des secteurs traditionnellement fortement syndicalisés comme les mines, la sidérurgie et corrélativement des emplois ouvriers, la montée du tertiaire dans lequel la tradition syndicale est moins affirmée, la taille moyenne des entreprises plus petite, enfin paradoxalement l'institutionnalisation achevée des syndicats ; les menaces de délocalisation

- Le recul relatif des conflits traditionnels du travail et l'affaiblissement des syndicats.

Les conflits portant sur les conditions de travail et de rémunération ont vu leur nombre décroître depuis les années 70 alors que les mouvements féministes, écologistes se développent.

Tout le monde s'accorde pour estimer que le syndicalisme traverse depuis de longues années une passe difficile. Les signes sont nombreux : recul du nombre d'adhérents, du taux de participation aux élections professionnelles, du nombre de jours de grève. Le taux de syndicalisation est inférieur à 8% en France. Les causes sont nombreuses et principalement de nature structurelle : la montée du chômage, des emplois précaires, le déclin des secteurs traditionnellement fortement syndicalisés comme les mines, la sidérurgie et corrélativement des emplois ouvriers,

Bilan : Les évolutions du travail et de l'emploi, cause de la crise du syndicalisme.

- **Les évolutions du travail** : changement de l'organisation du travail sous l'effet de la tertiarisation, de l'informatisation, de l'essor d'une organisation flexible dans un contexte de concurrence accrue. Parallèlement, la population active plus tertiaire et plus qualifiée, travaille dans des situations plus individualisées. Et, à partir du milieu des années 70, les effectifs ouvriers stagnent puis régressent alors que la population active continue de croître. On parle alors de fin de la classe ouvrière comparable à la fin des paysans plus tôt.
- **Les évolutions de l'emploi** : à partir de 1974, le plein emploi laisse la place à un chômage, qui devient massif, durable. L'emploi typique est de plus en plus concurrencé par des emplois précaires. Comme les salariés craignent l'exclusion sociale, ils s'efforcent de conserver leur la montée du tertiaire dans lequel la tradition syndicale est moins affirmée, la taille moyenne des entreprises plus petite, enfin paradoxalement l'institutionnalisation achevée des syndicats ; les menaces de délocalisation emploi au prix de sacrifices en termes de salaires et de conditions de travail. _

Les raisons de la crise du syndicalisme.

TRANSFORMATIONS ECONOMIQUES	TRANSFORMATIONS SOCIALES	TRANSFORMATIONS CULTURELLES
Tertiariation, concentration dans le secteur primaire et secondaire	Hétérogénéité du salariat, hausse des qualifications.	Perte de représentativité.
Nouveau mode de production flexible, avec une individualisation des salaires	Précarité du travail, exclusion	Montée des coalitions
Nouvelles formes d'emploi	Sous-emploi	Le souci d'intégration : enjeu.
Chômage de masse		Problème d'adaptation
Menaces de délocalisation		

B ° : De nouveaux acteurs, de nouveaux enjeux.

Le thème des nouveaux mouvements sociaux (N.M.S.) est apparu, d'abord aux Etats-Unis, avec l'émergence de protestations massives contre la situation des Noirs en matière de droits civiques, la place des femmes dans la société, les atteintes à l'environnement... Les sociétés occidentales étaient peu habituées à des mobilisations pour de tels enjeux (même s'il y avait eu précédemment : les suffragettes, par exemple).

Dans ce cadre, « C'est la défense des droits culturels et sociaux des individus et des minorités aujourd'hui, qui est le but positif des mouvements sociaux ». A Touraine. Pour Touraine, la société post-industrielle est une société programmée dans laquelle les membres de la société ont acquis une capacité de plus en plus nette à la construire et à viser des buts à son orientation. Il s'agit donc de peser sur les choix faits pour le futur de la société sachant qu'ils ne sont pas déterminés par les données techniques et économiques. Les NMS expriment donc cette aspiration des acteurs à peser sur l'avenir dans des domaines qui s'avèrent être des domaines clés (environnement, droits de l'homme, identités...). Touraine croit à l'émergence d'un mouvement central qui cristalliserait les antagonismes, il le qualifie de mouvement sociétal à l'image du mouvement ouvrier ; son rôle serait analogue avec une différence majeure par rapport à Marx : pas de prophétisme. Pour Touraine l'avenir est ouvert et ce sont les acteurs qui le construisent, le travail du sociologue est d'aider à l'émergence du sens des mouvements sociaux pour les acteurs eux-mêmes par l'explicitation face aux adversaires, face au sociologue ; c'est ce qu'il appelle « l'intervention sociologique ».

Des positions de certains sociologues sur les NMS autres que Touraine :

Mellucci	Dubet	Lapeyronnie
Pour Mellucci, ces N.M.S. sont en rupture avec la tradition du mouvement ouvrier car ils sont décentralisés et il n'y a qu'une revendication ; les revendications qu'ils portent sont qualitatives (droits, culture, défense d'un mode de vie...); le rapport au politique est fondé sur la construction d'espaces	Dubet distingue conflits défensifs (liés aux risques portés par le changement), conflits identitaires (liés à la défense ou la reconnaissance d'une identité) et les conflits moraux ou liés aux valeurs (défense ou promotion d'un droit). La revendication d'autonomie vis-à-vis de l'Etat qu'on retrouve effectivement dans les NMS débouche sur une alternative entre repli communautaire et participation sociale. Dans le prolongement de	Didier Lapeyronnie considère que les NMS s'unifient autour de la question de l'intégration et sont en fait centrés sur les classes moyennes parce que celles-ci sont porteuses de l'idée d'intégration égalitaire.

d'autonomie vis-à-vis de l'Etat plutôt que sur sa prise de contrôle.	cet aspect se pose le choix entre le cantonnement à une critique culturelle (affirmation de valeurs alternatives) et l'action politique, c'est-à-dire la construction d'un projet global pour la société. Choix entre la centration sur le sujet et la centration sur la logique instrumentale et rationnelle.
--	--

Ces différents auteurs insistent sur la signification des NMS comme traduction du rôle accru de la société civile face à l'Etat et au marché. Dans les faits, ils ont permis l'affirmation de segments jusque-là ignorés de la vie sociale : noirs, femmes puis exclus, jeunes des banlieues, la constitution ou l'affirmation de groupes et de communautés de luttes des gays au NIMBY (Not In My Back Yard, « Pas chez moi »). En outre, la démarche de ce type de mouvement rompt avec la logique traditionnelle du mouvement social. Jusque là les acteurs se mobilisaient sur la base d'un mécontentement, puis dégageaient une organisation et enfin avaient un impact sur le système politique. Désormais, le point de départ semble plutôt être l'existence d'entrepreneurs de mouvements sociaux (associations diverses) qui vont découvrir puis dénoncer une situation (création d'un site de déchets nucléaires, champs d'OGM...) à travers les médias et c'est l'impact médiatique qui va faire émerger les acteurs du mouvement social, en fait c'est l'action continue sur l'opinion publique qui va aboutir à un impact sur le système politique. Ces NMS sont donc liés à une lecture des transformations de la société.

Il s'agit à présent de préciser tous ces éléments.

Définitions :

- **une action collective :** **C'est un « agir ensemble comme projet volontaire ».** Ce qui exclut les effets pervers ou émergents qui résultent de l'agrégation de comportements individuels sans intention de coordination : opération escargot de chauffeurs routiers/vacanciers qui se précipitent sur les pistes ou sur les plages ; les effets de mode. **C'est une action concertée en faveur d'une cause, de la défense d'un intérêt matériel. Ces entreprises collectives visent à établir un nouvel ordre de vie,** qui peut viser des changements profonds ou être inspiré par le désir de résister à ces changements ; les enjeux peuvent- être de portée révolutionnaire ou localisée. **C'est une action contre :** l'adversaire est identifié. Exemples : grèves, manifestations....

- **un mouvement social :** C'est un ensemble d'actions collectives visant à transformer l'ordre social, fondé sur la revendication d'une cause. Ces mouvements qui sont des actions contre le patronat, le PP, ...ont des causes variées.

Quand les NMS sont-ils apparus ? Quelques exemples de NMS.

Les NMS apparaissent dans années 60 dans les pays développés. Ils ne sont plus polarisés autour des conditions de travail et concernent la société, son mode de vie, ses valeurs. Ils sont portés par des groupes minoritaires, des organisations différentes des acteurs traditionnels (partis politiques, syndicats).

C'est ainsi qu'apparaissent des **conflits de génération** opposant les enfants du baby-boom à leurs aînés. Nés dans des sociétés connaissant une certaine abondance de biens matériels, plus longtemps scolarisés, les jeunes s'opposent à l'ordre social sur différents thèmes : ils revendiquent un droit de regard sur tous les domaines de la société, contestent les normes et institutions culturelles dominantes à propos des vêtements, de la coupe de cheveux, des goûts musicaux, récusent la morale notamment sexuelle, les modèles de vie familiale, la répartition des rôles entre les sexes. Aussi adoptent-ils individuellement ou en

petits groupes des conduites déviantes, marginales développant une contre-culture. Ce qui ne manque pas de générer des mobilisations collectives marquant une opposition sociale. Ces conflits débouchent sur le terrain politique à travers le refus des guerres coloniales de la France en Algérie, le pacifisme : contestation internationale de la guerre menée au Vietnam. Tous ces conflits sont révélateurs des doutes sur le bien-fondé de la société de consommation, de la logique productiviste. Pour autant, ils n'acceptent pas le modèle soviétique marqué par le totalitarisme. Les mouvements de consommateurs traduisent le rejet des excès de la société marchande.

C'est l'année 1968 qui symbolise le conflit intergénérationnel avec des crises aux EU, en France (où la lutte des classes est aussi présente), en RFA, en Italie, en Tchécoslovaquie....En même temps, ces différents événements dépassent la simple opposition passagère entre générations et marquent le point de départ d'une série de nouvelles mobilisations. Ces mobilisations se sont construites durablement sur de nouveaux sujets. La société civile s'affirme et revendique des droits sociaux, d'intégration, le respect, la reconnaissance d'expérience ou d'identités particulières. Il y a plusieurs sortes de manifestations :

+ La formation des minorités et des communautés de luttes. A côté des manifestations d'exclus sociaux, se sont développées des manifestations d'exclus culturels, de communautés de luttes. Ces luttes déplacent la frontière entre le privé et le public en faisant entrer des thèmes privés, dans l'espace des conflits. Elles n'ont pas d'adversaire social précis mais elles remettent en question des formes d'organisation sociale, politique, étatique. Les luttes des femmes ont été les premières luttes de ce type, s'attaquant aux rapports de pouvoirs entre les genres, revendiquant des droits, une égalité pleine et entière. A partir des années 80- 90, les luttes des femmes semblent marquer le pas. Ainsi, la campagne pour la parité n'a connu de succès qu'auprès de l'opinion éclairée. Dans les années 90, ce sont surtout les identités sexuelles et personnelles qui ont été mobilisées, dans des manifestations pour l'obtention d'une reconnaissance publique. C'est le cas notamment de la lutte des homosexuels. Précisons les choses.

- Le droit des femmes. La cause est ancienne puisqu'à l'exposition universelle de 1900, les femmes tiennent un stand officiel où elles présentent des photos, portraits, textes, statistiques comparées par sexe. En 1913, R Poincaré reçoit des déléguées du Congrès international des femmes à l'Elysée. Elles mettent en avant l'égalité des salaires à travail égal, l'accès à l'enseignement supérieur, la réforme du code civil, un divorce facilité, la recherche en paternité, etc et surtout les droits politiques. C'est au lendemain de la seconde guerre mondiale que des avancées décisives ont lieu. En 1944, le droit de vote est accordé et le préambule de la Constitution de 1946 précise que la loi garantit à toutes les femmes des droits égaux aux hommes. Certains annoncent alors la mort du féminisme mais des associations nées avant-guerre reprennent à la Libération leurs activités car les femmes restent encore des incapables majeures puisqu'elles ne peuvent choisir une profession, ni user de contraceptifs, ni avorter. En 1967, la loi Neuwirth autorise l'usage de la pilule contraceptive. Un nouveau féminisme apparaît à partir des années 70. Nouvel essor, nouveaux visages : le MLF (Mouvement de libération de la femme) naît en 1970 ; il sera fermé aux hommes. Le message est le suivant : le patriarcat exploite les femmes comme le capitalisme opprime les travailleurs, le travail domestique est extorqué comme la plus-value. D'autres structures comme le Planning Familial existent. Les militantes utilisent l'humour et savent attirer l'attention des médias : une femme sur deux est un homme. En avril 1971, un texte réclamant la légalisation de l'avortement paraît dans le Nouvel Observateur. Les signataires sont célèbres et leur appel reste connu comme le Manifeste des 343 salopes : « je me suis fait avorter ». Le combat du MLF sera ensuite la reconnaissance du viol comme un crime, en 1980. Il faudra attendre 1991 pour avoir une premier Ministre femme : Edith Cresson. Loi en 2004 contre l'utilisation de propos sexistes.

- La reconnaissance de la diversité des orientations sexuelles. En juin 1996, la Gay-pride réunit près de 100 000 personnes, dans la capitale. Des manifestations ont lieu, dans

les villes de province notamment à Marseille. Outre le combat traditionnel en faveur de l'égalité des droits, les défilés revendiquent une reconnaissance légale pour les couples homosexuels. Importé des USA dès 1977, la Gay-Pride connaît un vif succès depuis 1995. L'ambiance de fête, de carnaval l'emporte sur les revendications précises. Elle traduit la recherche de reconnaissance, de visibilité du ou des mondes homosexuels, l'affirmation d'une communauté. Parallèlement, sont menées des actions pour la dépénalisation de l'homosexualité, la dénonciation de l'homophobie (loi en 2004 qui sanctionne les délits de langage, les propos discriminatoires à l'égard notamment des homosexuels), la reconnaissance de droits : PACS, en 1999. Au total, les mouvements homosexuels américains, européens ont exigé des droits, une légitimité en organisant la gay-pride (pride = fierté), ou en pratiquant l'outing : une personnalité connue dévoile son homosexualité. Aujourd'hui, en France, les homosexuels manifestent pour obtenir le mariage, l'adoption.

+ **Les protestations des exclus et des précaires.** Les quinze dernières années sont marquées par une mobilisation croissante des catégories précaires. Les catégories précaires se mobilisent donc de plus en plus avec des actions pilotées par des associations qui pour influencer l'opinion publique, revendiquent le soutien d'autorités morales, d'intellectuels célèbres. Elles ponctuent leurs combats de coups d'éclat amplifiés par les moyens de communication de masse comme la lutte des squatters de Vincennes, mouvement de l'hiver 1994- 1995 en faveur des réquisitions, la lutte des sans-papiers de l'été 1996, le mouvement des chômeurs de 1997-1998. Organisées et encadrées les minorités à faibles ressources arrivent de plus en plus souvent à obtenir gain de cause quand elles trouvent un relais, dans l'opinion publique.

- **La lutte contre l'exclusion sociale :** A partir des années 80, la crise de l'emploi conjuguée aux difficultés d'intégration sociale génère un renouveau de la pauvreté et de l'exclusion contre lesquels s'organisent des mobilisations, qui peuvent prendre des formes revendicatives comme la lutte des chômeurs lors de l'hiver 1997- 1998 (prime de Noël), comme les actions de Droit au logement, Agir contre le chômage, soit une forme de solidarité comme ATD quart monde, Les restos du cœur, soit les deux comme l'aide aux sans-papiers. Action des Enfants de Don Quichotte, en octobre 2006 : ils ont repris les méthodes de communication de l'hiver 1954 (Abbé Pierre) avec des outils plus perfectionnés. Utilisation des médias, de la communication : montrer des SDF sur des cartons, c'est une image « classique » mais toutes ces tentes près du canal, du fleuve, sur la plage, c'est une anomalie. Si bien que les médias sont venus : reporters américains côtoyaient des reporters français. Le 26 octobre, A Legrand lançait l'initiative en allant dormir auprès des SDF pour manifester sa colère contre la maltraitance dont ils faisaient l'objet. Dans la foulée, un blog est créé sur internet, où l'on diffuse des portraits de sans-abri. Un site est créé sur le net. Quant au nom de l'association, il renvoie à un combat vain. Dans l'inconscient populaire, il est inacceptable que le combat contre l'absence d'abri soit assimilé à une lutte sans espoir. Personnalité médiatique : J Rochefort. Mais, un travail au préalable avait été réalisé par l'association Médecins du monde, qui la première avait introduit les tentes. A cela s'ajoute, le choix stratégique du lieu : le canal ST Martin, le 16 décembre dernier, lieu touristique et mythique. Cette association a saisi tout le pouvoir de l'image. Les people s'y sont rendus. Résultat de l'action : proposition d'un projet de loi, le 17 janvier 2007 pour un droit opposable au logement.

- **Le refus du racisme et la reconnaissance des minorités ethniques :** dénonciation des crimes racistes, pénalisation des propos racistes (loi 2004 en France), revendication de l'égalité en matière de logement, d'emploi, à l'école....SOS Racisme et les mouvements de solidarité avec les sans-papiers sont venus renouveler l'offre de mouvements plus traditionnels comme La Ligue des droits de l'homme. Ex : La lutte des sans-papiers de l'été 1996 : 300 africains réfugiés à l'Eglise Saint Bernard, soutenus par certaines célébrités. Certains entament alors une grève de la faim. Fin août les forces de l'ordre évacuent brutalement les occupants de l'Eglise. Les images des CRS défonçant les portes de l'Eglise choquent l'opinion si bien que le soir même, une marche spontanée rassemble 10 000

personnes. D'autres manifestations ont lieu, les syndicats, associations, partis de gauche demandent l'abrogation des lois Pasqua. Ces lois seront en partie modifiées.

Bilan :

	Conflits sociaux traditionnels	NMS	Conflits sociaux contemporains
Acteurs principaux	Classe ouvrière	Classes moyennes	Divers (des marginaux aux classes moyennes)
Types d'organisation	syndicats	Petites associations	Peu organisés avec des associations en soutien
Revendications	quantitatives	qualitatives	Diverses : quantitatives et qualitatives,
Modes d'action	Les grèves, les manifestations	Manifestations à vocation médiatique	Manifestations à vocation médiatique, manifs, grèves.
Exemples de conflits	Grèves de 1936	Droit à l'avortement	Les mouvements des sans papiers, des sans logements...

III° : Mutation des conflits et de leurs formes

Cette évolution invite à s'interroger sur l'évolution des conflits non seulement dans leurs enjeux, mais aussi dans leurs formes et leurs modalités.

Concernant les enjeux, une grille de lecture générale est proposée par les analyses de Ronald Inglehart sur l'évolution des valeurs dans les pays occidentaux. Celui-ci souligne, sur la base d'enquêtes internationales, un passage de valeurs « matérialistes » à des valeurs « postmatérialistes ». Les conflits concerneraient moins la répartition des ressources, les revenus, les salaires ou le pouvoir que des questions liées à l'identité, à la reconnaissance ou aux « droits culturels ». L'opposition est schématique et ne doit pas être surestimée : si, effectivement, certains mouvements renvoient clairement à des questions de reconnaissance (du mouvement des « droits civiques » aux États-Unis aux différentes questions liées à la liberté sexuelle), il ne faut pas oublier que les questions « matérialistes » demeurent importantes (la question des retraites en France, les mouvements d'opposition aux politiques d'austérité en Europe, ou encore le mouvement « Occupy Wall Street » aux États-Unis qui a fait des inégalités économiques son principal cheval de bataille). Du reste, la distinction entre les deux n'est pas toujours facile : les conflits du travail mêlent aussi bien les questions « matérialistes » que des questions de reconnaissance (face, par exemple, à certains modes d'évaluation) sans qu'il soit toujours aisé de distinguer où s'arrêtent les unes et où commencent les autres.

Concernant les formes de conflits, on peut utiliser pareillement une grille de lecture opposant

Concernant les formes de conflits, on peut utiliser pareillement une grille de lecture opposant schématiquement les formes conventionnelles et les formes non-conventionnelles.

Formes conventionnelles	Formes non-conventionnelles
Formes routinisées manifestation	Hapening médiatique ou usage de violence

On remarquera qu'une forme non-conventionnelle peut devenir conventionnelle : la grève qui a une longue histoire de pratique illégale est devenue aujourd'hui un droit protégé par la constitution.

Se pose également la question du degré d'organisation des conflits. Un mouvement social constitue une forme spécifique qui se définit comme l'ensemble des protestations et modes conflictuels s'organisant autour d'une même opposition et cherchant à conquérir le contrôle de la société. Le mouvement ouvrier rassemblait ainsi beaucoup d'actions protestataires plus ou moins éparses mais se pensant comme partie d'un grand tout : une grève locale pouvait être vue comme « une scène » particulière de la lutte des classes. Son institutionnalisation dans la négociation collective illustre la façon dont un conflit peut devenir conventionnel. L'une des questions qui se posent quant aux mutations des conflits réside justement dans la disparition d'un principe intégrateur aussi fort parallèlement à la multiplication et à la diversification des conflits.

On pourra en particulier souligner combien la mesure même de la conflictualité pose problème : si l'on observe, dans le temps, un déclin progressif du nombre de journées de grève depuis les années 70, d'autres formes d'expression de la conflictualité peuvent se développer : manifestations, débrayages, etc. La baisse continue des taux de syndicalisation va dans le même sens. La baisse des conflits enregistrés ne signifie cependant pas nécessairement une amélioration des rapports dans les entreprises ou des conditions de travail, dans la mesure où les conflits peuvent ne pas s'exprimer sous une forme collective. Il est possible, par exemple, que les individus les perçoivent comme des problèmes interpersonnels (blâmer son supérieur) plutôt que comme des enjeux collectifs : c'est ce que suggère notamment les recherches de François Dubet sur les sentiments d'injustice au travail . De ce point de vue, le conflit est bien facteur de cohésion et d'intégration. Un conflit peut être construit de différentes façons, mais il ne peut s'exprimer de façon collective que sous certaines conditions.

Précédemment évoquées et pour s'interroger sur les évolutions contemporaines des conflits. On pourra en particulier souligner combien la mesure même de la conflictualité pose problème : si l'on observe, dans le temps, un déclin progressif du nombre de journées de grève depuis les années 70, d'autres formes d'expression de la conflictualité peuvent se développer : manifestations, débrayages, etc. La baisse continue des taux de syndicalisation va dans le même sens. La baisse des conflits enregistrés ne signifie cependant pas nécessairement une amélioration des rapports dans les entreprises ou des conditions de travail, dans la mesure où les conflits peuvent ne pas s'exprimer sous une forme collective. Il est possible, par exemple, que les individus les perçoivent comme des problèmes interpersonnels (blâmer son supérieur) plutôt que comme des enjeux collectifs : c'est ce que suggère notamment les recherches de François Dubet sur les sentiments d'injustice au travail

. **De ce point de vue, le conflit est bien facteur de cohésion et d'intégration. Un conflit peut être construit de différentes façons, mais il ne peut s'exprimer de façon collective que sous certaines conditions.**

Les conflits sociétaux, en faisant l'objet de traitements analogues, peuvent permettre de souligner la diversité des formes et des revendications au travers d'analyses approfondies. Par exemple, les émeutes urbaines récurrentes en France depuis le début des années 80 peuvent interroger sur les déterminants des formes de conflits : faute de relais politique et médiatique susceptible de construire des revendications et d'organiser une protestation, un conflit peut s'exprimer plutôt par la violence⁶

. **Les mouvements écologistes, homosexuels**, etc. posent la question de la façon dont des groupes de petite taille peuvent néanmoins obtenir des transformations sociales, notamment en prenant en compte les ressources dont ils disposent, en termes médiatiques et politiques, par exemple. Cela permettra de faire le lien entre les études de mouvements sociaux et les grandes grilles de lecture de la sociologie des conflits.